

« J'ai souvent déclaré dans cette instance que le budget de l'INRA diminuait, certes l'interprétation des chiffres permettait de donner des couleurs à la grisaille. Le budget 2012 qui nous est proposé est en diminution. Parlons clair, le budget diminue de 0,2% en Euros courants donc sans tenir compte de l'inflation ce qui aboutit selon nos calculs à une régression supérieure à 1,5% par rapport à 2011.

- ➔ Le budget total de 850 M€ apparaît en légère augmentation mais si l'on ne tient pas compte du transfert budgétaire lié au financement des pensions, le budget est bel et bien en diminution.
- ➔ La subvention d'Etat diminue de 578 M€ à 572 M€ ce qui nous ramène à celle de 2008. La subvention du ministère de l'agriculture régresse de 1,1M€.
- ➔ La mise en réserve obligatoire de 4,3M€ contribue aussi à la diminution du budget car nous savons que l'institut ne récupérera jamais cette somme.
- ➔ La part des ressources propres de l'institut atteint désormais 191M€, ces ressources contractuelles résultent d'une prévision, rien n'indique que cette masse budgétaire se retrouvera *in fine* dans le budget définitif.

C'est donc un mauvais budget, un budget d'austérité, un budget de récession qui s'inscrit tout à fait dans la logique gouvernementale actuelle de mise en place de plans d'austérité allant à l'encontre des intérêts de la population. Le gouvernement nous dit que la recherche est protégée voire sanctuarisée car il n'y aurait pas de suppression d'emploi. **N'oublions quand même pas le gel des 40 emplois de 2011.** De plus, les choix de la Direction Générale, que j'aborderai plus tard, contredisent l'affirmation gouvernementale.

**Comme l'année dernière, la subvention de l'Etat est insuffisante et il manque 14M€ pour boucler le budget.**

La Direction Générale a choisi d'économiser sur l'emploi, la masse salariale les CDD va diminuer de manière drastique d'environ 5M€. Les conséquences immédiates seront les suivantes, les personnels en congés maladie, maternité et autres ne seront pas remplacés. Les unités vont donc être soumises à de sérieuses difficultés, la charge de travail va donc mécaniquement augmenter pour le personnel en place, et une partie des travaux sera externalisée.

La Direction Générale dit qu'elle veut maintenir une campagne de recrutements significative, objectif tout à fait louable. **En 2010, il y a eu 296 recrutements, 255 en 2011 et il devrait y en avoir 195 en 2012, belle illustration de ce que le gouvernement veut dire par « sanctuariser » l'emploi dans la recherche.**

Les effets maléfiques de la réforme des retraites commencent à se faire sentir : ainsi le nombre de départs en retraite sera inférieur à celui de 2010, les représentants ministériels doivent se réjouir des premiers résultats de la loi réformant les retraites. Mais, comme les recrutements sont liés aux départs en retraite, la situation est nettement moins réjouissante. Indépendamment des conséquences personnelles pour les anciens comme pour les jeunes, obliger des agents âgés à rester en activité revient à coûts complets plus cher que le recrutement d'un jeune collègue. Considérons aussi que le recrutement programmé de 55 chercheurs s'accompagne d'une suppression de 18 postes d'ingénieurs et techniciens par repyramidage des emplois. L'avancement des personnels est étroitement lié aux nouveaux recrutements par concours et aux accueils en détachement. Ainsi les collègues vont-ils voir leur pouvoir d'achat, déjà amputé par le blocage de la valeur du point Fonction Publique, de nouveau diminué par l'absence de promotions en nombre suffisant. Nous avons des mesures d'économies à vous proposer : la suppression de la PES et la suppression de l'intéressement qui nous semblent antinomiques avec l'exercice du service public.

Je pourrais détailler les autres mesures d'économies comme la diminution de l'investissement dans les équipements lourds ou encore la baisse des crédits consacrés à l'entretien de notre patrimoine, la baisse des crédits pour la formation permanente, le social... Mesquinement, et contrairement aux engagements de la Direction Générale de l'époque, vous ne revalorisez pas les points de sujétions des catégories les plus mal payées voire les plus corvéables de l'INRA !... la liste n'est malheureusement pas exhaustive. Tout cela s'inscrit dans une logique, celle de diminuer à terme de 10% les frais de fonctionnement de l'INRA, en en profitant pour restructurer l'organisme. Nous pointons aussi que la direction, dans sa frénésie d'économies, a décidé de **maintenir les méta-programmes en prélevant l'argent des départements, ce qui inévitablement va se traduire en une baisse drastique du soutien de base de toutes les unités, déjà à la limite de la rupture. Cela est inacceptable.** Pour maintenir quelques projets, vous allez entamer la capacité de recherche de l'ensemble des départements scientifiques et des unités. Diminuer l'emploi de non titulaires sans les remplacer par des emplois de titulaires impliquera aussi l'arrêt d'activités de recherche essentielles à l'Institut On ne peut pas dans le même temps inciter les jeunes à exercer les métiers de la science et diminuer les moyens de la recherche. Le gouvernement et ses séides organisent le sous-emploi et l'absence de perspective pour la jeunesse.

Pour conclure : les choix du gouvernement et de la Direction Générale vont entraîner une baisse de la production scientifique, ne pas autoriser le renouvellement des personnels par un nombre suffisant, ceci participe à l'appauvrissement désormais programmé de la créativité scientifique de l'INRA.

Avec la cure d'austérité que veut nous infliger ce gouvernement, mesdames et messieurs les représentants des tutelles, vous entendez faire payer aux salariés, aux chômeurs et aux retraités des choix économiques en faveur des hauts revenus et des entreprises qui ont gravement diminué les recettes fiscales et aggravé la dette dite publique.

Vous voulez faire payer aux travailleurs de notre pays la crise financière et bancaire, la spéculation boursière, nous ne pouvons l'accepter. Nous avons en mémoire le candidat Nicolas Sarkozy qui en 2007 voulait nous vendre les *subprimes*, produit miracle du libéralisme.

**Pour toutes ces raisons et parce que nous avons la responsabilité de défendre le service public de la recherche agronomique, la CGT votera contre ce mauvais budget et j'espère qu'à la faveur de cet électrochoc budgétaire, les autres administrateurs en feront de même.**

***En tous cas, la CGT invitera tous les personnels de l'INRA à dénoncer ce budget de récession et à interpeller Gouvernement et Direction Générale par pétition et motions dans tous les conseils qui vont se tenir afin que, notamment, soit à minima maintenu le soutien de base de toutes les unités de l'Institut. »***